

Stratégie américaine au Sahel | Vers un tournant décisif ?

Jérôme Pigné

L'embuscade du 4 octobre dernier au Niger, qui a coûté la vie à quatre soldats américains, appelle l'attention sur la stratégie américaine au Sahel qui, pour être discrète et indirecte, n'en est pas moins importante. Les controverses qui s'en sont suivies dans les médias ainsi que les déclarations des responsables militaires et politiques, amènent à s'interroger sur son évolution. Entre renforcement de la présence dans la zone et assouplissement des règles d'engagement sur le terrain, il semble que la stratégie américaine au Sahel soit à un tournant décisif.

En matière de politique extérieure, l'Afrique a longtemps été le pré-carré de l'Europe et de la France. Depuis plusieurs années, les États-Unis ont progressivement accru leur présence sur le continent, notamment au Sahel. Historiquement, la présence de la France en Afrique de l'Ouest se caractérise par une forte coopération en matière d'aide au développement et une présence militaire permanente. Depuis l'intervention française au Mali en 2013 (Serval à l'époque, Barkhane aujourd'hui), Paris a fait évoluer son dispositif en se focalisant sur des activités de contre-terrorisme dans la bande sahélo-saharienne (BSS).

La France n'est pas seule dans son combat et évolue aux côtés de la MINUSMA (Mission des Nations-Unies au Mali) et de forces africaines, en particulier les Tchadiens et les Nigériens. Paris soutient la mise en place de la force conjointe du G5 Sahel, qui a lancé la semaine du 30 octobre 2017 sa première opération, impliquant les forces maliennes, nigériennes et burkinabées.

Les États-Unis sont également présents dans la zone, via notamment le dispositif *Juniper Shield*, dont le but est de neutraliser les chefs des groupes liés à AQMI et Daesh.

Il vient notamment en appui à l'opération Barkhane. L'engagement américain sur le continent africain n'est d'ailleurs pas nouveau puisque les troupes armées sont présentes sur le territoire depuis plus de 20 ans, comme le rappellent le Général Dunford et le Général Donald Bolduc (1). Les efforts américains en matière de sécurité ont notamment pu être visibles à plusieurs reprises à travers la mise en place de programmes tels que la *Pan-Sahel Initiative*, le *Trans-Saharan CounterTerrorism Partnership* ou plus récemment la *Security Governance Initiative*, depuis le début des années 2000 (2).

Le Sahel, enjeu américain ?

Si la présence militaire américaine en Afrique se veut à fois la discrète (*light footprint*) et sa politique stratégique indirecte (*leading from behind*), elle n'en est pas moins importante (3). Peu connue de l'opinion publique, cette présence fait pourtant les gros titres d'une partie de la presse américaine et occidentale depuis l'embuscade qui a coûté la vie à quatre soldats américains au Niger le 4 octobre dernier (4).

Au Sahel, plusieurs groupes armés (des groupes insurrectionnels et contre-insurrectionnels) attirent l'attention, voire inquiètent l'administration américaine qui les considère comme des menaces pour la sécurité extérieure (intérêts sur le continent) et intérieure du pays (5). Un point de vue vivement contesté par *Foreign Policy* qui explique que les menaces sécuritaires au Niger ne représenteraient pas de danger direct pour la sécurité intérieure américaine, étant donné que c'est un conflit à portée locale plutôt que globale (6).

Pour *Foreign Policy*, les intérêts américains pour le Niger seraient davantage stratégiques. En effet, le pays partage des frontières avec des acteurs clés en matière de lutte antiterroriste comme le Mali, l'Algérie, la Libye et le Nigéria. De plus, le Niger s'est toujours montré avenant envers les États-Unis et a su se positionner comme un partenaire important dans la lutte antiterroriste.

(1) « Top US general cites ISIS affiliates in Niger attack », *Politico*, 23 octobre 2017 et « Former special ops commander: US troops engaged in Niger firefights for years », *Stripes*, 25 octobre 2017.

(2) La *Pan-Sahel Initiative* (PSI, 2002-2005) avait pour objectif de sécuriser les frontières et de renforcer les moyens anti-terroristes du Mali, du Niger, du Tchad et de la Mauritanie. Le *Trans-Saharan CounterTerrorism Partnership*, mis en place en 2005, étend la PSI à l'Algérie, au Burkina Faso, au Maroc, au Nigéria, au Sénégal et à la Tunisie. La *Security Governance Initiative* (depuis 2014) vise au renforcement quantitatif et qualitatif des forces armées de six pays : le Mali, le Niger, le Ghana, le Kenya, le Nigéria et la Tunisie.

(3) 6000 soldats américains sont déployés sur le continent, dont 800 au Niger. Voir « Les États-Unis surveillent l'Afrique de près », *La Tribune de Genève*, 25 octobre 2017.

(4) « Pentagon identifies fourth US soldier killed in Niger », CNN, 6 octobre 2017 et « The Defense Department is looking into why four US soldiers died in Niger », *Time*, 18 octobre 2017.

(5) « La stratégie américaine au Sahel est-elle en train de transformer le Mali et le Niger en nouveaux Afghanistan ? », *Atlantico*, 30 octobre 2017.

(6) « The real reason US troops are in Niger », *Foreign Policy*, 27 octobre 2017.

L'embuscade du 4 octobre 2017

L'embuscade du 4 octobre 2017 a eu l'effet d'une bombe pour l'opinion publique américaine, suscitant polémique et interrogations au Congrès et pointant notamment le manque de transparence et d'informations de la part du Département de la Défense (1). En effet, les premières informations, relayées par le *New York Times* le 5 octobre, faisaient alors état de trois soldats tués, deux blessés du côté américain et de cinq soldats tués côté nigérien lors d'une « patrouille de reconnaissance » victime d'une embuscade menée par une cinquantaine de djihadistes près de Tongo Tongo, à la frontière entre le Mali et le Niger (2). Les combats n'auraient alors pas duré plus de trente minutes avant que les troupes françaises arrivent sur le lieu de l'embuscade et aident à l'évacuation.

Figure 1 | Lieu de l'embuscade du 4 octobre 2017 au Niger



Toutefois, dès le lendemain, CNN rectifie le tir en alourdissant le bilan à quatre morts du côté américain (3). Alors qu'aucune mention de disparition n'avait été faite, les soupçons commencent à se faire entendre quant à la transparence de l'information diffusée. En effet, à ce moment-là, plusieurs éléments restent flous : l'identité des militaires tués et des auteurs de l'attaque, la position des drones au moment de l'attaque, ou encore les raisons du silence du Pentagone concernant la disparition d'un des soldats de l'escouade (4). Malgré l'absence totale de revendication, et ce encore aujourd'hui (5), plusieurs médias (dont le *New York Times*, le *Time Magazine*, *VOA News* ou *Politico*) affirment que l'embuscade a été menée par un

(1) « US soldiers were separated from unit in Niger ambush, officials say », *New York Times*, 26 octobre 2017.

(2) « Deadly ambush of Green Berets in Niger Belies a 'Low Risk' Mission », *New York Times*, 5 octobre 2017. Voir aussi « Soldats américains tués au Niger : la mission devait "capturer mort ou vif" un dirigeant djihadiste, selon ABC », *Jeune Afrique*, 2 novembre 2017.

(3) « Pentagon identifies fourth US soldier killed in Niger », CNN, *op. cit.*

(4) « The Defense Department is looking into why four US soldiers died in Niger », *Time*, *op. cit.*

(5) « Parts of Niger and Mali are already lawless. US strategy might make it worse », *The Washington Post*, 23 octobre 2017.

groupe affilié à l'État islamique. Un propos étayé par le fait que le groupe de Abou Walid Al-Sahraoui, qui a prêté allégeance à l'État Islamique, a été extrêmement actif dans cette région du Sahel ces derniers mois (1). Ne constituant néanmoins pas la seule menace sur la frontière Mali-Niger, il convient de rester prudent quant à la paternité de cette embuscade (2).

Polémique et controverses

Alors que la polémique enfle, notamment en raison du manque d'empathie dont aurait fait preuve le président Trump envers les victimes des familles (3), et de l'opacité de l'armée, le Général John Dunford, chef d'État-major des armées américaines, a tenu une conférence de presse une semaine après l'attaque, afin de clarifier la situation. Il y donna plus de précisions quant aux circonstances de l'attaque et a précisé que ce n'est pas après trente minutes, comme l'affirmait le *Time* et le *New York Times*, mais plutôt après une heure de combat, que l'escouade composée de douze Américains et de trente Nigériens a appelé des renforts (4). Selon *Politico*, appuyé par le *Washington Post*, il a ensuite fallu attendre une heure supplémentaire pour que les Mirages français arrivent sur place et puissent aider à évacuer les lieux. Dunford évoque également la mise en place d'une enquête pour mieux comprendre les événements.

L'objectif étant de découvrir si la mission des forces américaines a évolué pendant l'opération, d'une part, si les forces avaient le renseignement, l'équipement et l'entraînement adéquat pour ce genre de mission, d'autre part, et enfin pour comprendre comment l'un des militaires a pu être séparé du groupe pendant l'attaque. Cette conférence de presse a également été l'occasion pour le général d'indiquer que le Niger abrite la « plus importante force américaine en Afrique » et qu'il est indispensable de renforcer la présence militaire américaine dans cette région, car « L'Afrique est l'un des endroits où nous savons que le groupe État islamique espère renforcer sa présence » (5).

Si le Niger était un pays inconnu pour la majorité des Américains le mois dernier (6), cette attaque semble avoir redonné de l'importance stratégique au pays et à l'ensemble de la région du Liptako-Gourma (zone des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso). La question est de savoir si cette situation permettra de justifier la demande et la mise en place de moyens supplémentaires sur le terrain via le soutien financier des États-Unis à la

(1) « La stratégie américaine au Sahel est-elle en train de transformer le Mali et le Niger en nouveaux Afghanistan ? », *Atlantico*, *op. cit.*

(2) « America's options in Niger: join forces to reduce tensions, or fan the flames », *The conversation*, 2 novembre 2017.

(3) « Gold Star widow Myeshia Johnson said Trump stumbled recalling her husband's name », *The Washington Post*, 23 octobre 2017.

(4) Voir « Top US general cites ISIS affiliates in Niger attack », *Politico*, *op. cit.*, « The Defense Department is looking into why four US soldiers died in Niger », *Time*, *op. cit.* et « Deadly ambush of Green Berets in Niger Belies a 'Low Risk' Mission », *New York Times*, *op. cit.*

(5) « Pourquoi les États-Unis ont fait du Niger leur tête de pont en Afrique », *Le Monde*, 25 octobre 2017.

(6) En Afrique de l'Ouest, les intérêts américains sont avant tout tournés vers le Nigéria. Les actions sécuritaires en Libye sont également connues de notoriété publique, comme, dans une moindre mesure, celles au Mali. Toutefois, la présence américaine dans les pays du Sahel est largement sous-estimée.

force conjointe du G5 Sahel, d'une part, et à travers un renforcement des forces militaires américaines sur le territoire nigérien, d'autre part (1).

Alors que la controverse semblait s'estomper, un nouvel article du *New York Times*, qui évoque une mission clandestine le 3 octobre, la veille de l'attaque meurtrière, impliquant deux équipes (une patrouille de reconnaissance et une équipe en opération clandestine), a mis de nouveau le feu aux poudres (2). La question essentielle n'est plus tellement de savoir si les renseignements américains ont été suffisamment efficaces pour évaluer le degré de la menace dans la région, mais plutôt de déterminer si les militaires américains, qui ne sont censés avoir qu'une mission de conseil et d'assistance auprès des troupes nigériennes, auraient outrepassé leur mandat et auraient mené des attaques armées. Si les militaires ont agi au-delà de leurs attributions, l'ont-ils fait de manière unilatérale ou auraient-ils obéi à un ordre hiérarchique ?

Tandis que les responsables militaires restent toujours évasifs quant aux détails des opérations, il a été confirmé le 26 octobre dernier que deux escouades étaient au sol dans la région de Tongo Tongo à ce moment-là et que l'une des missions qui leur était attribuée consistait à traquer Adnan Abu Walid al Sahraoui, principal chef terroriste dans la région du Sahel (3). L'objectif de la « patrouille de reconnaissance » aurait changé en cours de route et se serait finalement muée en « mission destinée à capturer "mort ou vif" un dirigeant djihadiste » (4). Cette déclaration est donc une forme de reconnaissance concernant l'implication des troupes américaines au Niger. Leur mission s'étendrait bien au-delà d'une simple mission d'assistance aux armées locales. Côté Nigérien, l'incompréhension est également de mise quant aux circonstances ayant menées à l'embuscade du 4 octobre dernier : « on ne comprend guère, ou du moins on ne voit pas de façon éclatante, la stratégie de défense élaborée pour faire face à la situation sécuritaire actuelle » (5).

La présence américaine en Afrique à un tournant décisif

À ce stade de l'enquête, la communication reste extrêmement verrouillée mais il est probable que dans les jours et semaines à venir, d'autres informations viennent éclaircir la situation. L'on sait par exemple désormais que l'embuscade a été menée non pas par cinquante, mais plutôt par une centaine de djihadistes, et que les récits entre les Nigériens et les Américains divergent concernant les circonstances de l'attaque. Certains expliquent qu'ils ont été pris dans une embuscade tandis que d'autres évoquent l'idée d'une attaque subie après avoir tenté de neutraliser des combattants djihadistes (6). Malgré ces divergences dans les

(1) Voir « Financement du G5 Sahel : une demi-victoire de la France à Washington », *La Tribune Afrique*, 31 octobre 2017 et « Les Etats-Unis accroissent leur lutte antiterroriste en Afrique, selon le Washington Post », *TSA Algérie*, 4 novembre 2017.

(2) « US soldiers were separated from unit in Niger ambush, officials say », *New York Times*, *op. cit.*

(3) « Pentagon acknowledge a second team was on the ground in Niger », *CBS News*, 26 octobre 2017.

(4) « Soldats américains tués au Niger : la mission devait "capturer mort ou vif" un dirigeant djihadiste, selon ABC », *Jeune Afrique*, *op. cit.*

(5) « Défense et Sécurité : l'heure des interrogations légitimes ! », *Tam Tam Info*, 3 novembre 2017.

(6) « US soldiers were separated from unit in Niger ambush, officials say », *New York Times*, *op. cit.*

discours, cela ne remet pas en cause la coopération entre le Niger et les États-Unis. Au contraire, le ministre de la Défense nigérienne, Kalla Mountari, appelle les États-Unis à « *utiliser des drones armés contre les groupes djihadistes* » (1).

Le Général Dunford indiquait que l'investigation pourrait prendre une trentaine de jours (2). Cette affaire fait la démonstration de la complexité et de la lourdeur de la bureaucratie inter-agences qui rend parfois la communication et les synergies difficiles. Cela contribue grandement au manque de transparence de l'information et au délai dans lequel cette dernière est divulguée. Par ailleurs, alors que les forces spéciales américaines sont actuellement uniquement chargées de former les militaires locaux à la lutte anti-terroriste, le sénateur Lindsay Graham aurait sous-entendu que « *ces règles d'engagement vont changer dans le cas des opérations anti-terroristes* », et que désormais, les militaires américains « *seraient autorisés à tirer les premiers sur des [cibles terroristes], ce qui n'est pas le cas actuellement* » (3). Si cette décision est confirmée, elle s'inscrirait en opposition totale avec la stratégie menée par l'administration Obama (dite de l'« empreinte légère ») qui misait sur l'emploi des forces spéciales et des drones plutôt que sur une intervention frontale des troupes américaines dans de nouveaux conflits. Un tel scénario, où le ciblage de potentiels terroristes serait laissé à l'appréciation des militaires sur le terrain, occasionnerait « *inexorablement, à l'avenir, des pertes civiles qui pourrait contribuer à fragiliser la situation, que l'expérience américaine en Irak et en Afghanistan corrobore* » (4). Entre l'idée d'un renforcement de la présence américaine sur le continent africain et celle d'un élargissement de la marge de manœuvre des troupes armées sur place, il paraît clair que la stratégie américaine au Niger et plus largement en Afrique se trouve aujourd'hui à un tournant décisif.

(1) « Niger defense minister asks US to deploy armed drones against militants », Reuters, 1er novembre 2017.

(2) « US soldiers were separated from unit in Niger ambush, officials say », *New York Times*, *op. cit.*

(3) « Les États-Unis surveillent l'Afrique de près », *La Tribune de Genève*, *op. cit.*

(4) « La stratégie américaine au Sahel est-elle en train de transformer le Mali et le Niger en nouveaux Afghanistan ? », *Atlantico*, *op. cit.*

Jérôme PIGNÉ est chercheur associé à l'Institut Thomas More et co-fondateur du 2r3s (Réseau de Réflexion Stratégique sur la Sécurité au Sahel), avec avec la collaboration de Violette Nourry et David Vigneron.

Le 2r3s est un outil d'aide à la décision ayant pour objectif de produire des analyses opérationnelles, afin de renforcer les capacités institutionnelles africaines. 2r3s sera au coeur d'un dispositif innovant, incarné par une plateforme d'analyse, d'évaluation, de dialogue et d'échanges entre chercheurs, praticiens (Défense, Diplomatie, Développement), décideurs des Etats et organisations spécialisées. 2r3s est un réseau dynamique et indépendant dont le but est de favoriser l'émergence d'une pensée stratégique soucieuse des réalités locales, nationales et régionales dans l'espace sahélo-saharien | www.2r3s.org

Programme
Enjeux internationaux

Le Programme *Enjeux internationaux* décrypte, dans un contexte de fortes tensions internationales et d'accroissement des menaces pour notre continent, les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions: obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl, et faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, novembre 2017

Paris

20, rue Laffitte – F-75 009 Paris
+33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles
+32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org